

Pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente



SURVIE
210, rue Saint-Martin
75003 PARIS
www.survie-france.org
01 44 61 03 25
contact@survie-france.org

Sortir de l'impasse françafricaine est nécessaire !

Les problèmes de développement de nombreux pays africains résultent majoritairement de facteurs politiques. La relation entretenue par la France avec son « pré carré » francophone et notamment avec une douzaine de régimes dictatoriaux en est l'illustration.

En effet, la « Françafrique » et sa nébuleuse d'acteurs privés et publics, et de réseaux affairistes (multinationales, services secrets, mercenaires), contribuent de façon déterminante à la prédation des ressources africaines et à la déstabilisation politique de pays et de régions entières, au profit d'une minorité d'acteurs et au détriment de tous les autres (des Africains dont on pille les richesses et des Français dont les impôts sont utilisés à des fins néfastes). Cette relation est en flagrante contradiction avec le discours officiel de la France sur la défense des droits de l'homme et l'aide à l'Afrique.

Des pratiques de domination...

Ces pratiques héritées de la colonisation ont prospéré tout au long de la V^{ème} République et ont survécu à toutes les alternances. Les exemples abondent et l'actualité récente a mis en avant un certain nombre de cas où l'ingérence française a été pointée du doigt et vigoureusement dénoncée par la société civile et parfois par les instances internationales. En avril 2005 au Togo, c'est avec l'appui français que le fils du dictateur Eyadema a pu succéder à son père, à l'issue d'une élection truquée des plus caricaturales, suscitant des réactions anti-françaises. La France continue de soutenir économiquement et diplomatiquement ce régime. Dans certains cas le soutien peut être militaire, à l'image du Tchad d'Idriss Déby, comme en 2006, où la présence dissuasive de l'armée française suffit à tenir en échec des rébellions armées et permet à un régime exsangue et contesté par son peuple de se maintenir. Bien que particulièrement complexe, la situation récente de la Côte d'Ivoire a également illustré cette contestation croissante de la présence française en Afrique.

Avant d'en arriver à des situations extrêmes (conflits, évacuation de ressortissants français), il est important

que les citoyens se saisissent de cette question qui les interpelle à différents titres :

–la Françafrique est la négation de la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme, car elle repose sur le maintien de régimes dictatoriaux, répressifs, qui empêchent toute émergence démocratique,

–elle est aussi la négation de la participation citoyenne et de l'affirmation de la société civile car elle résulte de décisions qui sont prises sans la moindre transparence par les plus hautes sphères de l'État, sans concertation ni contrôle parlementaire ou citoyen.

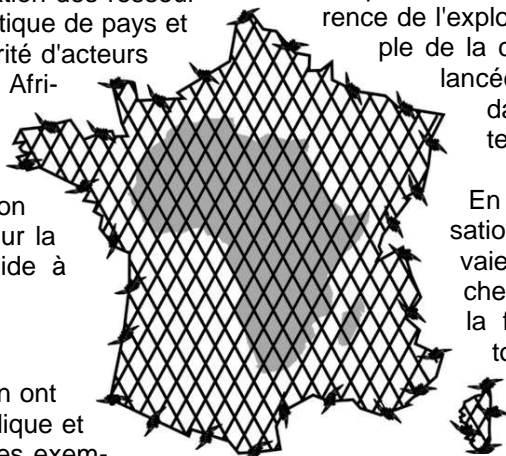
...de plus en plus contestées

Ces relations néocoloniales sont en décalage avec les mouvements citoyens africains et français qui s'organisent pour dénoncer ces abus et mettre en place des alternatives.

Depuis les années 90, les aspirations démocratiques des populations africaines ont permis à certaines d'entre elles de réussir à décrocher un changement de régime (Mali, Sénégal, Madagascar), sans l'aval de la France. Avec l'essor du mouvement altermondialiste, des passerelles se créent et des mobilisations conjointes émergent entre les continents, sur la question de l'annulation de la dette ou la transparence de l'exploitation des revenus pétroliers, à l'exemple de la campagne *Publiez ce que vous payez!*,

lancée par des ONG européennes et relayée dans de nombreux pays africains producteurs de pétrole.

En décembre 2005, des dizaines d'organisations françaises et africaines se retrouvaient à Bamako, en marge du Sommet des chefs d'État franco-africains, pour dénoncer la françafrique. Un Sommet alternatif citoyen France-Afrique a permis d'aborder collectivement l'ensemble des problèmes posés par l'ingérence de la France sur le continent africain.



A l'approche des élections françaises en 2007, pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente, nous demandons, au gouvernement français de cesser immédiatement tout soutien officiel et officieux aux régimes et/ou gouvernements qui bafouent les droits humains et l'État de droit, de rendre sa diplomatie et sa politique commerciale cohérente avec ses engagements de solidarité internationale, enfin de réaffirmer et mettre en pratique la primauté du droit international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à valeur contraignante pour les États, les entreprises et les individus.

Survie demande que la politique extérieure de la France soit soumise aux règles élémentaires du contrôle démocratique et invite les citoyens français à interpeller leurs élus pour que ces derniers jouent pleinement leur rôle.

Officines et réseaux de la Françafrique

La cellule africaine de l'Élysée et le COS (Commandement des Opérations Spéciales) sont directement reliés au Président de la République et agissent en dehors de tous les circuits démocratiques

Les principaux services secrets français sont la DGSE (contre-espionnage), la DST (surveillance du territoire), la DRM (renseignement militaire) et la DPSS (sécurité militaire), des membres de celle-ci s'étant illustrés dans le trafic d'armes et le recrutement de mercenaires. En France le fonctionnement et le financement de ces services restent opaques, sans suivi ni contrôle

Les réseaux politico-affairistes : les réseaux De Gaulle, Mitterrand, Pasqua, Chirac ont beaucoup participé au financement occulte de partis politiques français. Certains hommes politiques français disposent encore de réseaux personnels plus ou moins importants sur le continent africain. Ceux-ci sont réactivés régulièrement à l'approche des élections

Les réseaux francs-maçons : un grand nombre de personnalités économiques, politiques, financières et médiatiques en font partie. Une des obédiences, la Grande Loge Nationale de France (GLNF), a initié progressivement la plupart des dictateurs françafricains (Bongo, Sassou Nguesso, Biya, Déby, Campaoré...)

La Mafiafrique : dans un contexte de concurrence internationale exacerbée entre grandes puissances, la criminalité financière et économique internationale (russe, israélienne, libanaise, chinoise, américaine) convoite à son tour le continent africain drainant un cortège de marchands d'armes, intermédiaires, spéculateurs, trafiquants, blanchisseurs d'argent, etc.

Franc CFA

1945 : création du franc des Colonies Françaises d'Afrique, ayant une parité avec le franc français

1958 : le franc CFA devient le franc de la Communauté Française d'Afrique

1960 : il prend le nom de franc de la Communauté Financière Africaine pour l'UEMOA, franc de la Coopération Financière d'Afrique centrale pour la CEMAC, et le franc comorien pour l'Union des Comores

1963 : assassinat du président togolais Sylvanus Olympio souhaitant rompre avec les relations néocoloniales françaises et créer une monnaie autonome

1993 : fin de la convertibilité des billets aux guichets de la banque de France

Janvier 1994 : dévaluation de 50% du franc CFA, très mal ressentie par les populations africaines

1999 : l'euro remplace le franc français, l'arrimage est maintenu par un taux de change fixe avec l'euro garanti par la Banque de France

2006 : l'arrimage du franc CFA maintient toujours une tutelle sur la monnaie de 15 États africains et une dépendance aux aléas et à la politique monétaire européenne.

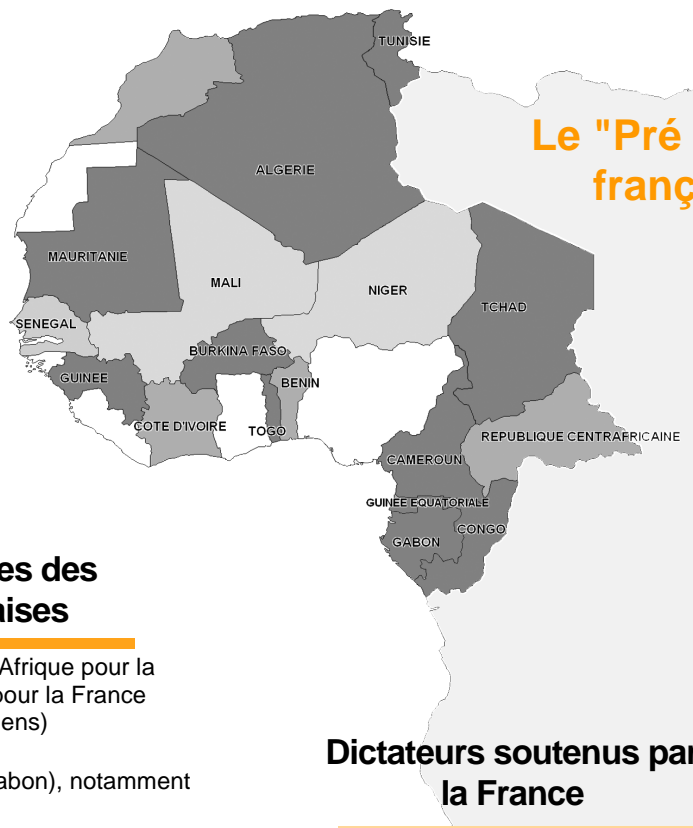
Intérêts économiques des entreprises françaises

Solde du commerce extérieur en Afrique pour la France : +3,2 Mds€ (+3,3 Mds€ pour la France avec l'ensemble des pays européens)

- pétrole (Congo Brazzaville, Gabon), notamment par TotalFinaElf
- bois (Cameroun, Congo, Gabon) par Bolloré, Rougier...
- diamants (Centrafrique)
- or (Mali), par la Somadex une filiale de Bouygues
- uranium (Niger) par la Cogema
- gaz (Algérie)
- phosphates (Togo, Maroc)
- produits agricoles : café, ananas, cacao, arachide, canne à sucre, etc.
- services : transport (Bolloré), eau (Bouygues), télécoms...

La France en Afrique :

- ⇒ discours pro démocratie : discours de La Baulieu (1994), déclaration de Jacques Chirac lors du sommet de Bamako (2000)
- ⇒ soutien des dictatures, complicité directe (soutien à des élections truquées) ou indirecte (silence qui vaut soutien)
- ⇒ maintien de l'Afrique dans la dépendance : maintien du franc CFA, demande de remboursement de la dette
- ⇒ implication directe dans certains conflits post-indépendance : Rwanda (1994), Côte d'Ivoire (2004), Tchad, Congo
- ⇒ rôle des multinationales françaises dans le pillage des ressources : exploitation minière, déforestation, dégradation de l'environnement, militarisation politique et militaire (Elf au Congo, etc.)



Dictateurs soutenus par la France

- Abdelaziz Bouteflika – Algérie
- Blaise Compaoré – Burkina Faso
- Paul Biya – Cameroun
- François Bozizé – Centrafrique
- Denis Sassou N'Guesso – Congo Brazzaville
- Omar Guelleh – Djibouti
- Omar Bongo – Gabon
- Lansana Conté – Guinée
- Obiang Nguema – Guinée équatoriale
- Idriss Déby – Tchad
- Faure Gnassingbé – Togo
- Zine Ben Ali – Tunisie

Quelques dates

1830	1885	1904	1910	1958	1962	1963	1965	1967	1969	1971	1974	1977	1979	1981	1982
Colonisation de l'Algérie	Conférence de Berlin de partage de l'Afrique	Création de l'Afrique Occidentale Française	Création de l'Afrique Équatoriale Française	58-60 puis indépendance des colonies françaises	Fin de la guerre d'Algérie	Assassinat de Sylvanus Olympio (Togo) par Eyadéma	Coup d'État du Katanga avec l'appui de Bob De-nard	Création d'Elf Début de la guerre du Biafra	68-72 Soutien des troupes françaises contre la rébellion au Tchad	Renversement de Hamani Diori (Niger) 1 mois après sa décision d'indexer le cours de l'uranium sur le pétrole	Aide à Mobutu pour défendre le Shaba, au Zaïre	Opération Barracuda en Centrafrique pour déposer Bokassa	Élection de F. Mitterrand et début de la politique néo-coloniale « de gauche »	Opération Marabout au Tchad	Opération Soudan pour soutenir le régime de Khartoum

de François Mitterrand en 1990 (aide conditionnée à la bonne gouver-
 nement France-Afrique de 2003 à Paris (fin de l'impunité pour les dictateurs)
 (fournitures d'armes, de mercenaires, de soldats, validation ou soutien
 sans consentement, appui diplomatique)
 aide militaire, aide économique via l'Aide Publique au Développement,
 annulation de la dette odieuse...

Post-coloniaux : guerre du Biafra (1967-1970), génocide des Tutsi au
 Rwanda ; ou **indirecte** via le mercenariat (Madagascar 2002)

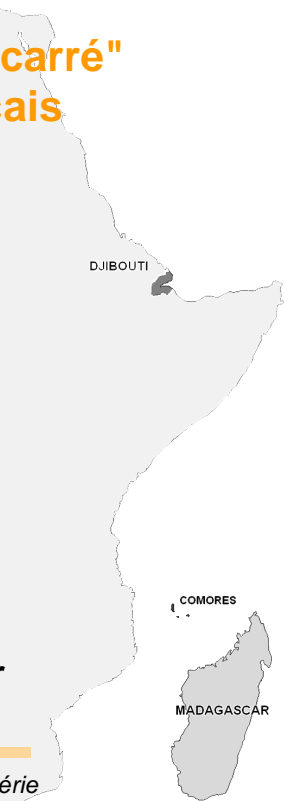
Pillage du continent, le maintien de relations clientélistes, la désa-
 stabilisation en Angola, Bolloré en Côte d'Ivoire...

Aide Publique au Développement, une enveloppe « fourre-tout » :

Dans le cas de la France, elle inclut :

- le montant des annulations de dette à hau-
 teur d'un tiers de l'enveloppe totale de l'aide
 publique au développement (2,6 Mds€ en
 2005)
- les projets destinés à la promotion de la
 francophonie et au rayonnement culturel
 de la France à l'étranger (15 à 20% de
 l'aide bilatérale française)
- l'écolage (aide aux étudiants étrangers en
 France) à hauteur de 600 millions € par an
 en 2005
- les coûts relatifs à l'accueil des réfugiés et
 de reconduite à la frontière (400 millions €
 en 2005)

En définitive, moins de 10 % de la part de
 l'aide française bilatérale est allouée aux ser-
 vices sociaux de base comme l'accès à l'eau,
 l'éducation et la santé de base...



érie
 asou
 ou
 que
 ville
 outi
 bon
 née
 riale
 had
 ogo
 isie
 etc.

Quelques chiffres (2004)

Forces françaises pré-positionnées à l'étranger :

- (en hommes)
- Sénégal (1130)
 - Côte d'Ivoire 4500 dont Licorne (4000)
 - Gabon (840)
 - Djibouti (2870)
 - Tchad (opération Épervier) (1100)

Coopération militaire française : 74 millions € avec 282 coopé-
 rants et 134 projets

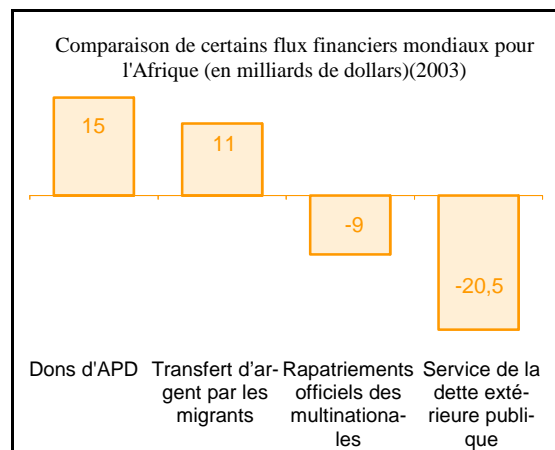
Commerce extérieur :

- Afrique = 5,5% des exportations et 4,5% des importations
 françaises
- France (1^{er} fournisseur et 2^{ème} client d'Afrique subsaha-
 rienne) : 10% des exportations et 15% des importations

Exportation d'armes de la France en Afrique : 30 Mds€ entre
 1996 et 2003 (entreprises : Dassault, Lagardère...)

Migrations (Insee 2003)

- total immigration en France en 2003 : 135 395 (90 062
 d'Afrique dont 26 923 Afrique hors Maghreb)
- 191 903 Français immatriculés en Afrique (dont 100 326 bina-
 tionaux)



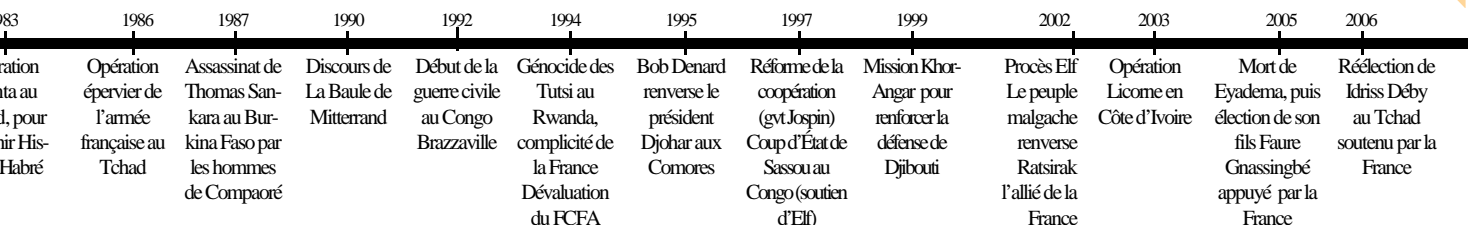
Source : Damien Millet - L'Afrique sans dette (Syllepse)

L'Europe : un camouflage pour la Françafrique ?

La coopération européenne, notamment le Fond Européen de Développement (FED), prend de plus en plus d'importance en volume par rapport aux aides bilatérales des États membres mais l'Europe peine à proposer une stratégie cohérente de l'aide multilatérale. L'action extérieure et la diplomatie européenne restent trop dépendantes du rapport de forces à l'œuvre au sein des institutions (Conseil, Commission et Parlement), et entre ces dernières et les États membres.

Sur le plan diplomatique, la France continue à défendre son monopole sur le « pré-carré » francophone et même quand elle est seule contre tous, parvient à obtenir gain de cause (exemple : dénonciation par le Parlement européen du processus électoral au Togo, en avril 2005, ou au Tchad, en avril 2006, et cautionnement de ces mêmes processus par le Commissaire européen au Développement Louis Michel, sous la pression française).

Dans le domaine militaire, la France intervient de plus en plus sous mandat de l'ONU (« Turquoise » au Rwanda en 1994 ; « Licorne » en Côte d'Ivoire depuis 2004), ou en impliquant d'autres partenaires européens (exemple : l'Eufor en 2006, en RDC) qui ne rechignent pas trop pour lui laisser la direction des opérations. La diplomatie militaire de l'Union Européenne devrait d'ailleurs être présidée par le général Bentégeat (actuel chef d'État major des armées françaises) à compter de mai 2007. La France est également engagée dans un cycle de formation des armées africaines au « maintien de la paix » (RECAMP), impliquant l'Union Africaine et l'Union Européenne, une formule qui pourrait lui permettre d'intervenir par armée africaine « amie » interposée. Souvent vanté par la diplomatie française, le cadre d'intervention européen mérite donc d'être précisé et rendu plus démocratique.



Au **Mali**, la CAD Mali (Coalition des Alternatives Dette et Développement) organise, depuis 2001, un contre G8. La question de la dette et des relations franco-africaines fait partie de ses préoccupations premières, comme l'a démontré l'organisation à Bamako du sommet alternatif France-Afrique de décembre 2005

Au **Tchad** le Comité de suivi de l'Appel à la paix et à la réconciliation regroupe des organisations qui militent depuis 2002 pour obtenir des conditions favorables à la pacification et à la démocratisation de leur pays. Le comité suit de près l'évolution des relations diplomatiques et militaires entre la France et le Tchad et participe à des actions de plaidoyer menées auprès des autorités françaises

Au **Burkina Faso**, des ouvrières licenciées abusivement de « La Gacilienne », filiale d'**Yves Rocher** ont réussi à obtenir gain de cause par leur mobilisation appuyée par le soutien de syndicats et d'associations françaises

La campagne « **Publiez ce que vous payez !** », lancée en 2002 sur le thème du manque de transparence des industries extractives est une campagne mobilisant plus de 200 ONG regroupées dans des plates-formes nationales, dont une dizaine en Afrique

En **France**, l'association **Survie** effectue un travail important d'investigation, sensibilisation, plaidoyer et relais des mobilisations des mouvements africains

Mobilisations et résistances

L'association Survie demande aux partis politiques de s'engager à :

Repenser les fondements de la coopération française :

- Lancement d'un audit sur l'aide publique française au développement
- Élaboration d'une nouvelle politique de coopération fondée sur la lutte contre la pauvreté, la défense des droits humains et l'accès de tous aux biens publics

Respecter la souveraineté des États reconnus par leur population

- Publication des accords de défense (passés et présents)
- Fermeture des bases militaires permanentes en Afrique hormis celles prévues dans le cadre du programme de Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP)
- Suppression du Commandement des Opérations Spéciales (COS)
- Remise en cause du franc CFA, qui favorise l'évasion des capitaux et la sujétion des politiques économiques des États africains

Suspendre le soutien aux dictateurs :

- Suppression des missions d'observation électorale de la France dans les pays africains, hors mandat international
- Mise en place d'un « service diplomatique minimum » et suspension de la coopération dans les secteurs régaliens avec les régimes autoritaires
- Suspension de la coopération militaire avec les forces armées non républicaines
- Renforcement du dispositif de répression du mercenariat
- Restitution par la France et par les États européens des biens mal acquis par les dictateurs aux pays spoliés
- Suppression des groupes d'amitié parlementaires avec les pays où les élections n'ont pas donné toutes les garanties de transparence
- Intégration, dans les programmes européens d'appui à la bonne gouvernance, de projets d'appui aux processus électoraux

Rendre transparent le dispositif de coopération :

- Clarification des prérogatives entre la Présidence de la République, le Ministère des Affaires Étrangères et le Ministère délégué à la Coopération en matière de politique extérieure
- Remise aux Commissions des Affaires étrangères du Sénat et de l'Assemblée nationale, par le Ministère des Affaires étrangères, d'un rapport annuel sur la coopération française en matière culturelle, technique et budgétaire
- Instauration d'un contrôle parlementaire permanent sur la coopération militaire
- Instauration d'un avis conforme du Parlement sur les contrats de ventes ou de fournitures d'équipements militaires de fabrication française
- Création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'origine de la dette des pays du Sud à l'égard de la France

*Extrait des 8 propositions de Survie pour une réforme de la politique de la France en Afrique
Retrouvez leur intégralité sur www.survie-france.org*

Mobilisons nous !

Aujourd'hui de nombreuses ONG françaises se retrouvent dans la campagne « *2007: État d'urgence planétaire, votons pour une France solidaire!* » lancée par le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) regroupant 54 associations de solidarité internationale et de développement pour interpellier les candidats aux élections présidentielle et législatives, et qui donne un espace aux revendications portant sur la refonte des relations franco-africaines.

Les principaux points concernant les relations franco-africaines dénoncés par cette campagne sont :

- **le blocage de l'émergence des sociétés civiles africaines, le soutien aux dictateurs et le refus de dialoguer avec les opposants**
- **le mépris de la souveraineté des régimes reconnus par la population**
- **l'absence de lisibilité et de transparence de la politique de la France en Afrique**
- **le domaine réservé que la diplomatie française tente d'imposer au sein de l'Union Européenne ou de l'ONU dès lors qu'il s'agit de l'Afrique francophone**

La fiche complète des revendications France-Afrique, à laquelle Survie a participé, est disponible sur le site du CRID (www.crid.asso.fr)

Sur ce site ainsi que sur www.survie-france.org vous trouverez de plus amples informations sur cette campagne et sur les mobilisations associées.

Pour en savoir plus :

François-Xavier Verschave : *La Françafrique* (Stock), *Noir Silence* (les Arènes), *De la Françafrique à la Mafiafrique* (Tribord)

Guillaume Olivier : *L'aide publique au développement (un outil à réinventer)* (éditions Charles Léopold Mayer)

Damien Millet : *L'Afrique sans dette* (Syllepse)

Les *Dossiers noirs de la politique africaine de la France* (Agone) publiés par Survie et Agir Ici

S'investir :

Créée en 1984, l'association **Survie** milite pour l'assainissement des **relations franco africaines, contre la banalisation du génocide** et pour **l'accès de tous aux biens publics mondiaux.**

L'association compte 1800 adhérents et 22 groupes locaux en France. **Rejoignez-nous !** www.survie-france.org

